La République du Centre, 14 mai 2017



2 DIMANCHE 14 MAI 2017

Grand angle

Loirétains, ils ont connu

JEAN-PIERRE SUDUR. Secrétaire d'État aux Collectivités territoriales (1991-93), ici à son bureau rattaché au ministère de l'Intérieur, à Paris, le 24 octobre 1991. Il y a déjà vingt-cinq ans. PHOTO D'ARCHIVES

En ce dimanche de passation de pouvoir, entre François Hollande et Emmanuel Macron, entretien avec le dernier Loirétain à avoir été ministre : Jean-Pierre Sudur

Luc Barre
loiret@lamarseillaise.fr

Un s'en va, l'autre arrive. La passation de pouvoir se déroule aujourd'hui à l'Élysée, entre François Hollande et Emmanuel Macron. Il en sera de même, demain, pour les Premiers ministres. Puis mardi, pour les membres des gouvernements.

« Le quotidien d'un ministre est facilité »

Dans le Loiret, s'ils sont nombreux à avoir été nommés ministres (*lire page 2*), seul un homme peut encore en témoigner. Sénateur, ex-député-maire d'Orléans… Jean-Pierre Sueur (PS) fut aussi secrétaire d'État aux Collectivités locales, sous François Mitterrand, du 15 mai 1991 au 29 mars 1993.

Comment avez-vous appris votre nomination ? Un après-midi, alors que je donnais une conférence à Orléans. J'ai eu au téléphone la Première ministre, Édith Cresson. Je ne m'y attendais pas. J'ai ressenti de la satisfaction, avant de prendre conscience de la responsabilité. J'ai bien évidemment accepté, raccroché le téléphone… et je suis allé terminer ma conférence.

Et les jours suivants ? Le soir même, nous avons fêté cela avec certains de mes adjoints à la mairie d'Orléans. Puis, le lendemain, il a fallu nommer les membres de mon cabinet et me rendre à Paris.

De quels « avantages » disposiez-vous ? Un appartement de fonction à Paris, au ministère de l'Intérieur, auquel j'étais rattaché. J'avais également un ou deux chauffeurs, ainsi qu'un policier pour ma sécurité. C'est vite que l'on change de dimension.

Comment gérer sa vie personnelle et familiale ? Ma famille était restée sur Orléans. Je faisais beaucoup d'allers-retours… avec toujours une caisse de paperasses dans la voiture, pour signer des courriers ! Mais il faut aussi préserver sa vie de famille et ménager certains moments. Pour ma part, je continuais de lire beaucoup, tous les soirs et d'écrire, également. Nous savez, le quotidien d'un ministre est quand même facilité. Pas de problèmes de transports ou d'organisation. Et c'est tant mieux, car la charge est lourde.

Combien de lois avez-vous élaboré ? Sept ou huit. J'ai été à l'origine de la création des communautés de communes, de l'ouverture à la concurrence dans le domaine des obsèques ou encore d'une loi sur le financement des mésothéliomes qui avait notamment bénéficié à celle d'Orléans.

Quelle était l'ambiance en Conseil des ministres ? Chacun avait sa place attitrée. Mais surtout, comme on ne se voyait pas souvent, on passait notre temps à s'envoyer des petits mots auteur de la table. Jack Lang, maire de Blois à l'époque, n'arrêtait pas de me demander de transférer des compétences de l'université d'Orléans vers celle de Blois. François Mitterrand, lui, restait stoïque. Nous avions une bonne relation, on parlait souvent ensemble de culture ou de littérature.

Une autre anecdote ? Un jour, j'ai remplacé le ministre de l'Intérieur lors d'une conférence sur la présence sur le cas de Gibraltar. Je n'y connaissais rien… donc j'ai dû « avaler » et assimiler le dossier en quelques heures.

Comment c'est passée la « fin » ? La gauche a été laminée battue aux législatives de 1993, donc il y a eu un changement de gouvernement. Pour moi, le retour à la vie de maire d'Orléans s'est fait naturellement. De toute façon, on sait que c'est une mission éphémère… même si on dit toujours qu'être ministre, c'est tout sauf anodin à l'arrière d'une voiture et s'apercevoir qu'elle ne démarre pas !

Si c'était à refaire ? Je le referais. Je ne vois pas pourquoi j'aurais refusé à l'époque. C'était un honneur que François Mitterrand avait choisi de me faire et ce fut une période très heureuse de ma vie. ■

Xavier, l'autre Deniau…

INCROYABLE ■ À l'été 1972, Pierre Messmer, le Premier ministre, compose d'urgence un nouveau gouvernement. Le président, Georges Pompidou, lui dit « d'accord pour Deniau », en tant que secrétaire d'État aux Outre-mer. Sauf que, lors du premier Conseil des ministres, le président s'étonne : « Je ne vois pas Jean-François ». En effet, Jean-François Deniau, député du Cher, croit pas là… mais son frère ainé, Xavier, alors député du Loiret, et l'une monumentale erreur venue du secrétariat de l'Élysée, qui dans tout de même huit mois.

Bep



DIMANCHE 14 MAI 2017 3

Grand angle

les ors de la République

HISTOIRE. De gauche à droite et de haut en bas : Hubert Curien (*il droite sur la photo*), Pierre de Félice, Jacques Douffiagues et Eugène Fret. PHOTOS D'ARCHIVES LA RÉP'

INFOPLUS

Précurseur. Il existait déjà des ministres sous la monarchie, les « surintendants ». Parmi eux un Loirétain : Maximilien de Béthune, duc de Sully, chargé des finances sous Henri IV (1598-1611).

Parité. Il faut attendre 2012 et le premier gouvernement Ayrault, pour avoir un strict équilibre hommes/femmes chez les ministres. Autant dire que ces dames ont du retard. Dans l'histoire des républiques, elles sont environ 120 à l'avoir été… mais aucune du Loiret.

Éphémères. Si l'Orléanais Pierre Chevallier est sans doute le ministre qui est resté le moins longtemps en poste, (*lire ci-dessus*), il est talonné de près par Léon Schwartzenberg, ministre de la Santé en 1988, qui démissionne neuf jours après son arrivée suite à l'affaire du sang contaminé. Et Dominique Thiébaut lui aussi n'a fait que neuf jours au Commerce extérieur, (2016), en raison de ses problèmes avec le fisc.

Régions. Deux ministres du gouvernement suivant sont originaires de la région Centre-Val de Loire : il s'agit de Michel Sapin (Indre) et Marisol Touraine (Indre-et-Loire).

Le Loiret, terre d'accueil ou d'origine de plusieurs anciens ministres

HÔTE. Jean Zay, ministre de l'Éducation, assassiné en 1944.

Ils ont été ministres ou secrétaires d'État… Les hommes politiques loirétains mentionnés dans un gouvernement sont plus nombreux qu'on ne pourrait le penser.

Jacques-Pierre Abbatucci (1791-1857). Né en Corse, avocat à Orléans puis député du Loiret, il est nommé ministre de la Justice, en 1852. Il présida le Conseil des ministres lors des absences de Napoléon III.

Adolphe Cochery (1815-1900). Député du Loiret et fondateur de *l'Indépendant de Montargis*, il fut le tout premier ministre des Postes et Télégraphes (nommé le 16/8 à 1885).

Eugène Collesa (1822-1896). Général de naissance, ingénieur ferroviaire, député, sénateur… Il devient ministre des Transports publics (1874-1876), puis des Finances, (1877).

Albert Viger (1861-1926). Médecin né à Jargeau et installé à Châteauneuf-sur-Loire, dont il fut maire, Albert Viger endosse le costume de patron de l'Agriculture, dans huit gouvernements (1893-1899).

Georges Cochery (1853-1924). Fils d'Adolphe Cochery, lui c'est le ministre des Finances qu'il devient à deux reprises, entre 1896 et 1918. Comme son père, il fut député (Pithiviers).

Henri Roy (1875-1950). Député, sénateur et journaliste au *Progrès du Loiret*, il est ministre des Travaux publics (1934-1935), puis de l'Intérieur (1940), avant que le maréchal Pétain ne prenne le pouvoir.

Eugène Frot (1891-1983). Lui a voté les pleins pouvoirs à Pétain (1940). Député du Montargois, il fut ministre (1932-1934). Marine marchande, Travail et Intérieur. Il aurait collaboré aux policiers de tirer lors d'une manifestation.

Pierre de Félice (1896-1979). Châtelain à Fréjoulal de Gien, député-maire de la ville, Léon Blum le nomme sous-secrétaire d'État à l'Éducation physique (1936-1937).

Antoine Lemaire (1888-1962). Avocat, puis préfet du Loiret, il est secrétaire d'État à l'Intérieur, sous le régime de Vichy, dans le gouvernement de Pierre Laval, entre 1943 et 1944.

Pierre de Félice (1896-1979). Sénateur et député-du Loiret, il s'occupa, la même année, des Affaires étrangères (février-juin 1957), puis de l'Agriculture (juin-novembre 1957).

Pierre Segelle (1899-1960). Médecin basé à Orléans, résistant, Pierre Segelle assure les fonctions de ministre de la Santé (1946-1947) et du Travail (1948-1950).

Claude Lemaire-Ecozet (1904-1983). Maire de Châteauneuf-sur-Loire, tortué par la Gestapo, il est ensuite chargé du secrétariat d'État à l'Enseignement technique, à la Jeunesse et aux Sports (1945-1947).

Jean Berthoin (1899-1979). Sans conteste le plus connu et reconnu. Avocat orléanais, élu député puis nommé ministre de l'Éducation (1936-1938) sous le Front populaire, il meurt assassiné par la milice en 1944.

Pierre Chevallier (1910-1951). Le plus éphémère secrétaire d'État. Alors député-maire d'Orléans, il hérite de l'Enseignement technique, Jeunesse et Sports, le 11 août 1951. Mais il est assassiné par sa femme, Yvonne, le lendemain.

Henri Duvillard (1910-2005). Résistant, puis directeur de *La Dépêche du Loiret* et député, il est ministre des Anciens combattants entre 1967 et 1972.

Pierre Dumont (1917-1997). Lui passe de secrétaire d'État (1969) à ministre de l'Intérieur (1959-1961), avant d'arriver pour raison de santé. Également administrateur de *La République du Centre* (1962-1987), il finit ses jours à Tavers.

Xavier Deniau (1923-2015). Maire d'Escrignelles (Gâtinais) et député, il est bombardé, du jour au lendemain, secrétaire d'État des Outre-mer (1972-1973)… par erreur (*lire page 2*).

Hubert Curien (1924-2005). Ministre de la Recherche et de la Technologie (1984-1986, 1988-1993), ce scientifique amoureux du Loiret meurt à Loury, dans sa maison de campagne.

Jacques Douffiagues (1941-2015). Maire d'Orléans. Il démissionne de son poste de député en 1986, pour devenir ministre des Transports, jusqu'en 1988.

Jean-Pierre Sudur (1947-). Le dernier en date. Ancien député-maire d'Orléans, il a été secrétaire d'État aux Collectivités territoriales (1991-1993), avant d'être élu sénateur (*lire page 2*).

Cités mais aussi **Kazimierz Morawski** (1890-1973), loirétain d'adoption (Lailly-en-Val), qui fut ministre aux Affaires étrangères… en Pologne (1926) ! ■

Luc Barre

Bep

Phoca PDF